

UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES TOULOUSE I

ECOLE DOCTORALE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

CENTRE *MORRIS JANOWITZ*
FORCES ARMEES ET SECURITE

Thèse Pour l'obtention
du doctorat en Science Politique

Présentée et soutenue publiquement

Le 7 novembre 2003

Par

Djamila CHIKHI

**PRATIQUE ET CONTENU DE LA POLITIQUE ETRANGERE
D'UNE PUISSANCE MOYENNE.**

LE CAS DE L'ESPAGNE DANS LES ANNEES 90

MEMBRES DU JURY

- | | |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| M. Bernard BESSIÈRE | Professeur des Universités à l'Université Aix-Marseille I. |
| M. Guillaume DEVIN | Professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. |
| M. Bernard LABATUT | Maître de Conférences en science politique à l'Université des Science Sociales de Toulouse. <u>Directeur de recherche.</u> |
| M. Jean-Pierre MARICHY | Professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. |
| M. Michel Louis MARTIN | Professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse. |
| M. Joan PRATS I CATALA | Doyen de la Faculté de droit et de science politique de l'Université Oberta d Catalogne. |

4^{ème} de couverture.

La fin de la guerre froide a profondément transformé la scène internationale et le système westphalien. Mais si l'Etat n'a pas disparu, il a dû en revanche prendre acte des défis qu'imposent de nouvelles pratiques, de nouveaux acteurs et de nouveaux agendas à la politique étrangère, tout en continuant à gérer la multiplication des contraintes internes et externes qui influencent sa production. Fort de ces constats, nous avons choisi de mener une étude sur la politique étrangère de l'Espagne depuis les années 90 en nous intéressant tout à la fois aux ajustements intervenus sur son contenu et sa pratique, que sur les conditions de sa production.

La mesure de la « puissance Espagne » et le regard sur les acteurs, traditionnels et émergents, participant à l'élaboration de la décision ont constitué deux étapes importantes pour saisir comment et pourquoi les décideurs espagnols ont très vite affirmé des ambitions à mener une politique étrangère de *projection*. Au tournant de la décennie 90, on a pu observer une implication très forte de la diplomatie espagnole dans la construction politique de l'Europe qui lui a permis de tenir un rôle de premier plan dans la configuration d'une nouvelle politique euro-méditerranéenne et d'un nouveau partenariat bi-régional entre l'Europe et l'Amérique latine. Elle a en outre montré un soutien fort au rôle de l'ONU et à l'autorité du Conseil de sécurité qui l'a amené à la formulation d'engagements globaux à travers la mise en place d'une politique d'aide au développement, la participation aux opérations de maintien de la paix ou encore la promotion des droits de l'homme et de la démocratie.

Or cet « internationalisme actif » qui semble constituer le principe moteur de la politique étrangère espagnole menée par les socialistes, ne relève pas que de l'altruisme. Il est aussi guidé par la conviction que la mise en valeur des intérêts nationaux notamment sur ses axes traditionnels de projection, sera également satisfaite. Il n'en reste pas moins qu'après avoir été écartés des discours officiels, les intérêts nationaux réapparaissent explicitement dès l'accession au pouvoir du Parti Populaire, non sans provoquer certaines ruptures sur des positionnements que l'on pensait immuables.

Mots clés :

Espagne – Etat – Communautés autonomes – acteurs économiques – ONG – politique étrangère – puissance – puissance moyenne – discours – processus décisionnel – rang – rôles – identité nationale – internationalisme actif – intérêts nationaux – forces armées – Europe – Amérique latine – Méditerranée.